

Formulaire d'examen au cas par cas : auto-évaluation.

Les incidences présentées sont seulement celles issues de l'objet de la modification simplifiée, et non les dispositions du PLU en vigueur, antérieurement validées et en vigueur aujourd'hui.

Tableau d'analyse des incidences environnementales pressenties.

Objet de la modification :

Modification du règlement écrit de la zone UH, afin de porter à 1 m minimum le recul des constructions et installations à destination d'équipements publics et d'intérêt collectif vis-à-vis des limites séparatives (actuellement 3 ou 4 m selon les secteurs de la zone UH).

Résumé de la justification :

Il s'agit de permettre une optimisation ciblée de l'espace au sein de la zone urbanisée, au profit des équipements publics et d'intérêt collectif, afin de faciliter leur réalisation, dans un contexte de besoins importants et de rareté du foncier.

Incidences sur le patrimoine naturel		Incidences sur le paysage		Eau		Sols et sous-sols
Biodiversité	Dynamique écologique	Grand paysage	Paysage bâti	Quantité et qualité de la ressource	Gestion de la ressource	
Les réservoirs de biodiversité sont protégés par le PLU (identification au titre de l'article L151-23 et classement en zone naturelle). Cette modification du règlement concerne uniquement la zone UH et n'a donc pas d'incidence notable sur la biodiversité.	La localisation des réservoirs de biodiversité a été précisée par le SCOT d'Annemasse Agglomération, en plaçant notamment plus à l'Est le corridor identifié par le SRADDET entre Cranves-Sales et Bonne. Le PLU en vigueur protège déjà ces corridors écologiques.	La modification concerne uniquement des secteurs déjà urbanisés et n'a pas d'incidence notable sur le grand paysage.	La modification autorise les équipements publics et d'intérêt collectif à s'implanter jusqu'à 1 m des limites séparatives, sous réserve de s'intégrer le mieux possible dans le site et l'environnement bâti. Compte-tenu de cette condition et de la portée limitée	N'induisant pas un besoin en eau supplémentaire significatif, la modification n'a pas d'incidence notable sur la quantité et la qualité de la ressource.	La modification n'a pas d'incidence notable sur la gestion de la ressource en eau.	En permettant une optimisation mesurée des secteurs urbanisés, la modification peut avoir un impact positif en termes de consommation d'espace.

Incidences sur le patrimoine naturel		Incidences sur le paysage		Eau		Sols et sous-sols
Biodiversité	Dynamique écologique	Grand paysage	Paysage bâti	Quantité et qualité de la ressource	Gestion de la ressource	
	Néanmoins, la révision du PLU en cours permettra d'affiner leur délimitation et de renforcer leur protection. Compte-tenu de la localisation des corridors écologiques, des mesures de protection déjà mises en place dans le PLU en vigueur et de la portée limitée des modifications envisagées, l'incidence sur la dynamique écologique est faible ou nulle.		de la modification envisagée, l'incidence de la modification sur le paysage bâti est faible ou nulle.			

Air	Energie		Risques		Bruit	Déchets
	Ressources et consommation	Gaz à effet de serre	Risques naturels	Risques technologiques		
En permettant l'optimisation de l'espace urbanisé et par voie de conséquence en limitant l'étalement urbain et en favorisant la vie de proximité, la modification est susceptible d'avoir un impact positif sur la qualité de l'air.	En permettant l'optimisation de l'espace urbanisé et par voie de conséquence en limitant l'étalement urbain et en favorisant la vie de proximité, la modification est susceptible d'avoir un impact positif sur les ressources et la consommation d'énergie.	En permettant l'optimisation de l'espace urbanisé et par voie de conséquence en limitant l'étalement urbain et en favorisant la vie de proximité, la modification est susceptible de limiter l'émission de GES.	La modification n'a pas d'incidence sur la protection envers les risques naturels, le règlement du PPRn s'appliquant en tant que servitude.	La modification n'a pas d'incidence notable en termes de risques technologiques.	La modification autorise les équipements publics et d'intérêt collectif à s'implanter jusqu'à 1 m des limites séparatives, sous réserve de s'intégrer le mieux possible dans le site et l'environnement bâti. Compte-tenu de cette condition et de la portée limitée de la modification envisagée, l'incidence de la modification sur le bruit est faible ou nulle.	La modification n'a pas d'incidence notable en termes de production et gestion des déchets.

Au regard de l'analyse développée ci-avant, et en particulier de la portée limitée de la modification qui concerne uniquement l'implantation des EPIC dans une zone urbanisée du PLU, le projet de modification simplifiée n°4 du PLU de Cranves-Sales n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.